

affirment que la mise à l'essai des systèmes et éléments de systèmes ABM doit être restreinte par l'interprétation classique. À la table des négociations, l'attitude des États-Unis consiste à discuter des effets que peut avoir sur l'équilibre stratégique la relation existant entre les systèmes offensifs et défensifs, à négocier une transition harmonieuse entre une structure militaire à dominante offensive et une autre à caractère plutôt défensif, et à dissiper les inquiétudes relatives aux violations possibles du Traité ABM par les Soviétiques.

Au sommet de Washington en décembre 1987, les deux camps ont convenu de fixer une période (la durée n'en a pas encore été établie), au cours de laquelle aucune des deux parties ne pourrait se retirer du Traité ABM. À l'heure actuelle, les États-Unis favorisent une période de six ans, tandis que l'URSS préférerait la porter à dix ans.

Le 15 janvier 1988, à la neuvième ronde des négociations sur les armes nucléaires et spatiales, les Soviétiques ont déposé l'ébauche d'un protocole relatif au traité proposé sur la réduction des armements stratégiques (START). Pendant la période de dix ans où aucune des parties ne pourrait se soustraire au Traité ABM, la mise à l'essai des systèmes et composantes ABM serait restreinte par l'interprétation stricte de ce dernier. Les Soviétiques ont toujours fait valoir qu'un accord START ne pourrait intervenir tant qu'une entente n'aurait pas été signée sur l'IDS et le Traité ABM.

Les États-Unis ont rejeté le protocole proposé par les Soviétiques, en soulignant qu'il n'y avait pas lieu d'établir des liens de dépendance entre un traité START et des restrictions visant l'IDS. Le 22 janvier, Washington a présenté un projet de traité sur la défense contre les missiles balistiques. Le document avait pour objet de préparer la transition vers une structure militaire à dominante défensive, en autorisant la mise au point, la mise à l'essai et le déploiement de systèmes perfectionnés de défense contre les missiles.

Aux États-Unis, des pressions de plus en plus fortes se sont exercées récemment sur le gouvernement Reagan pour qu'il assouplisse davantage sa position au sujet de l'IDS. À maintes reprises, le Congrès a réduit les